

RDC : un journaliste burundais arrêté dans l'est transféré à Kinshasa

@rib News, 05/11/2015 - Source AFP Les autorités congolaises ont transféré à Kinshasa un journaliste burundais arrêté dans l'est de la République démocratique du Congo après avoir participé à une mission sur son pays diffusée à partir du territoire congolais, a-t-on appris jeudi de source officielle. Mungide Mwemero (photo), de la Radio publique africaine (RPA), média burundais fermé par les autorités de Bujumbura, "a été transféré à Kinshasa mardi", a déclaré Jean-Julien Miruho, ministre de l'Intérieur de la province du Sud-Kivu.

Ce transfert a été dicté par la nécessité "de l'éloigner de la frontière", a ajouté le ministre, sans préciser le lieu d'attente du journaliste dans la capitale congolaise. Selon Jean Chrysostome Kijana, président de l'ONG Nouvelle société civile du Sud-Kivu, M. Mwemero - dont l'organisation de défense de la presse Reporters sans frontières (RSF) a demandé la libération - était détenu jusque-là par l'armée à Bukavu, capitale de la province. Le porte-parole des Forces armées de la RDC (FARDC) n'avait pu être joint jeudi soir pour permettre de localiser M. Mwemero. Celui-ci avait été arrêté le 13 octobre dans la ville d'Uvira, à la frontière du Burundi, à une centaine de kilomètres au sud de Bukavu. Selon la direction de la radio Le Messenger du Peuple, il collaborait à un magazine d'informations générales quotidien sur le Burundi en kirundi (langue du Burundi parlé également au Sud-Kivu) dont la diffusion avait commencé début octobre sur les ondes de cette radio communautaire sans préférence politique affichée et mettant d'Uvira. Les autorités provinciales avaient justifié son arrestation par des "raisons sécuritaires" accusant la radio de propager "des propos qui menacent sérieusement la paix au Burundi". La RPA était la radio la plus écoutée du Burundi. Accusée par le pouvoir d'être d'opposition, elle avait été fermée fin avril et avait réouvert brièvement en mai pendant le putsch manqué contre le président Pierre Nkurunziza, avant que ses installations ne soient détruites par les forces loyalistes. La quasi-totalité des journalistes de la station vit aujourd'hui en exil. Le Burundi a plongé dans une grave crise politique et une série de violences depuis l'annonce fin avril de la candidature de M. Nkurunziza à un troisième mandat qui, selon l'opposition, la société civile et jusqu'à une partie de son propre camp, viole la Constitution et l'Accord d'Arusha ayant mis fin à la guerre civile (1993-2006). Depuis la réélection de M. Nkurunziza en juillet, les violences se sont intensifiées.